

Bonus des banquiers : pas touche !

26 septembre 2009 / Jean Matouk

Contrôler les bonus des spéculateurs banquiers entraînerait logiquement la remise en cause de toute la pyramide des rémunérations.

Tout plutôt que plafonner ! Aux dernières nouvelles, l'administration américaine vient de sortir de ses cartons une nouvelle proposition qui, sous des aspects plus rigoureux, écarte, en fait, la proposition européenne de plafonner les bonus des traders. La banque centrale américaine, le Federal reserve system, serait autorisée à « *contrôler la structure des rémunérations* » de 5000 holdings bancaires américaines pour vérifier qu'elle ne leur fait pas courir de risques excessifs. Dans cette dernière hypothèse, elle pourrait imposer des changements et même des remboursements. A charge pour chaque banque centrale régionales d'en faire autant avec ses banques.

Pourquoi ce refus de plafonner ?

Il est donc inutile d'imposer un plafond aux revenus des traders et, par la même, de tirer plus ou moins vers le bas, les rémunérations de l'ensemble des dirigeants... du moment

que les banques peuvent les supporter sans trop de risques. Voici un premier point qui permettra aux gouvernants des vingt Etats de se congratuler publiquement à Pittsburgh. J'analyserai ailleurs les autres « points » du futur accord à grand « spectacle », en essayant, en contrepoint, d'exposer les réformes vraiment nécessaires. Mais l'on peut déjà se poser la question : pourquoi ce refus de plafonner ?

La raison avancée depuis Londres en avril, c'est que si une banque ne peut pas rivaliser en matière de revenus avec les banques des autres pays, elle perdra ses bons opérateurs qui s'expatrieront. Mais si un accord était justement passé entre les vingt Etats pour plafonner ensemble et simultanément ces revenus, ou leur imposer une fiscalité confiscatoire, une telle vague d'expatriations serait tarie à la source.

Derrière les traders, les dirigeants

Mais plafonner les bonus des « traders », ce serait aussi remettre en cause, les revenus « obscènes » de leurs dirigeants. Et les remettre en cause, ce serait ébranler une pyramide des revenus dont les étages supérieurs n'ont cessé de s'élargir, parce que les plus hauts s'envolaient. Les revenus des financiers jouent à cet égard le même rôle légitimant que ceux des sportifs professionnels.

Selon deux économistes américains Friedman et Saks, entre la fin 1940 et la fin 1960, le rapport entre le revenu moyen et celui des trois principaux dirigeants des 100 premières firmes américaines était de 35/40 ; il est aujourd'hui supérieur à 1501 !

Cet écartement des revenus vaut pour tout le monde développé, qu'il se manifeste entre les plus bas et les plus hauts revenus, ou comme en France, en raison des mesures sociales comme le RMI ou la CMU, entre les revenus moyens et supérieurs. Je cite l'Insee : l'augmentation des revenus ne s'est pas faite de manière uniforme au sein de la population ; les personnes ayant un niveau de vie inférieur au 1^{er} décile ont vu leur niveau de vie moyen augmenter de 5%, c'est-à-dire un peu plus que la moyenne.

A l'inverse, les niveaux de vie moyens des plus aisés ont augmenté et ce d'autant plus que l'on se situe sur le haut de la distribution. En effet, le niveau de vie moyen des 20%

de la population la plus aisée s'est accru de près de 8% sur la période.

Des inégalités qui « font système »

Cet élargissement de l'éventail des revenus n'est pas seulement moralement condamnable. Il n'est pas seulement socialement destructeur, et économiquement inutile car ces hauts revenus, surtout en Europe, s'investissent peu dans l'entreprise. Il fait surtout système, et c'est pourquoi il ne saurait être remis en cause.

Comme l'ont montré de nombreux économistes, à commencer par Thorstein Veblen, ce sont les personnes les plus aisées qui fixent le « mode de vie » à imiter pour avoir « réussi ». La lutte pour la reconnaissance que mène chaque homme pour acquérir confiance en soi et estime de soi passe, dans notre société, par la possession et l'usage des mêmes biens que ceux qui sont au-dessus dans l'échelle sociale. Et cette lutte, c'est la mécanique qui entretient la demande et donc la croissance économique, financée depuis vingt ans, non plus par la hausse des salaires, aujourd'hui bloqués par la mondialisation, mais par l'endettement.

Malheureusement cette dynamique économiquement et socialement insoutenable à long terme, est devenue aujourd'hui écologiquement désastreuse.

Plus de riches, plus de pollution

Comme le dit fort justement Hervé Kempf, les consommations ostentatoires des « riches » sont celles qui gaspillent le plus et sont les plus polluantes. En cherchant à les imiter, les autres citoyens des pays développés, mais aussi, à travers le spectacle de la marchandise, « télé-visible » partout dans le monde, ceux des pays émergents, ne peuvent que polluer de plus en plus la planète.

A la fin de l'ancien régime, l'aristocratie nobiliaire française était persuadée que ses privilèges politiques et économiques étaient de plein droit. Les réformateurs d'alors, les Necker, et Turgot n'ont pas pu y porter atteinte car c'était faire écrouler tout le système. Aujourd'hui, il en va exactement de même de cette nouvelle « aristocratie financière »,

au niveau mondial. Elle est persuadée de la parfaite légitimité de ses privilèges financiers exorbitants, et ceux-ci tiennent et tirent le système par le haut.

Nicolas Sarkozy, comme Angela Merkel ou Gordon Brown, pour peu qu'ils le veuillent tous vraiment, pas plus qu'Obama, ne sont en mesure, hors d'une véritable révolution, d'ébranler le système et de ramener à la raison ces dirigeants économiques menés par ceux de Goldman Sachs et Barclays. Les bonus de leurs traders, comme les leurs, vont donc continuer comme avant à caracoler au détriment du lien social et de la planète.

Source : <http://www.rue89.com/matouk/2009/09...>

Lire aussi : *Le G 20 de Pittsburgh est une mascarade*

<http://www.reporterre.net/spip.php?...>

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Bonus-des-banquiers-pas-touche>